



Luke B. Yarbrough.- *Friends of the Emir: Non-Muslim State Officials in Premodern Islamic Thought* (California: University of California, Los Angeles, 2019), 378p.

Dans *Friends of the Emir*, Luke B. Yarbrough, enseignant chercheur des Cultures et Langues du Moyen-Orient à UCLA (Université de Los Angeles, Californie) et spécialiste de l'Histoire islamique médiévale, entame un débat des plus difficiles pour relever les ambiguïtés quant au recours aux secrétaires non-musulmans par les Califes arabes durant la période des Omeyyades et de la période des Abbassides. En effet, l'étude richement détaillée (387 pages, composée de trois grandes parties) remonte aux origines de l'emploi de responsables influents non-musulmans qui avaient constitué un défi professionnel à Kufa et Baghdad. Ce travail minutieux et diachronique revient sur cette opposition souvent évoquée quant à l'emploi de non-musulmans dans l'Etat islamique pré-moderne, et ce, dans des contextes historiques où il fallait prendre en considération la diversité idéologique et communautaire dans laquelle la rivalité intercommunale était de mise.

Le jeune chercheur renverse l'hypothèse que cet antagonisme est né, en premier lieu, de la prescription juridique et des préjugés religieux, en démontrant qu'il ne s'agissait pas, effectivement, d'une discrimination doctrinale. Il a souvent été dit qu'en dépit de sa compétence inhabituelle et de ses loyaux services, le secrétaire non-musulman faisait l'objet de rejet, obéissant, ainsi, aux principes du pacte d'Omar. En effet, ce dernier présentait l'emploi de non-musulmans comme une violation de ce verset du Qur'ān: "O croyants, ne prenez pas pour vos intimes en dehors de vous! De tels hommes n'épargnent rien pour vous ruiner; ils aspirent à ce que vous souffriez." Ainsi, c'est en grande partie à ce verset standard et à d'autres (en plus d'autres exégètes précoces) que le discours musulman contre le recours aux fonctionnaires non-musulmans trouve ses origines.

Les califes qui dirigeaient autrefois le monde musulman étaient souvent assistés par de puissants représentants de l'État, juifs, chrétiens, zoroastriens et autres non-musulmans, dont l'emploi a donné lieu à des discussions animées entre savants et dirigeants musulmans. Ce livre révèle ces discussions pour la première fois dans toute leur diversité, en s'appuyant sur des sources

médiévales inexplorées dans les domaines du droit, de l'histoire, de la poésie, de la littérature divertissante, de l'administration et de la polémique. Il remonte, ainsi, aux premières sources du discours sur les secrétaires non-musulmans depuis ses débuts dans l'empire omeyyade (661-750), en passant par l'Irak médiéval, l'Égypte, la Syrie et l'Espagne, jusqu'à son apogée à la période des Mamelouks (1250-1517). Loin d'être une caractéristique intrinsèque de l'islam, les opinions sur les représentants de l'État non-musulmans ont été conçues, transmises et élaborées à des moments de concurrence intense entre les élites savantes musulmanes et non-musulmanes. À d'autres moments, les dirigeants musulmans employaient des non-musulmans sans susciter d'opposition. La forme particulière du discours islamique sur cette question est comparable à des discours analogues en Europe médiévale et en Chine, lesquels discours sont également passés en revue dans l'une des parties du livre, objet de notre compte rendu.

L'analyse incisive sur laquelle se base cette recherche reste une référence rare, pertinente et nécessaire, qui atteste d'une grande maîtrise de différentes sources primaires arabes médiévales très diverses. En explorant les raisons pour lesquelles les dirigeants musulmans, pendant des siècles, ont régulièrement employé des non-musulmans à des postes gouvernementaux importants, malgré la désapprobation fréquente de cette pratique par de nombreux érudits et hommes de lettres musulmans, Yarbrough jette la lumière sur les conflits culturels du passé de l'islam tout en offrant une image vivante de la valeur de l'islam en matière de jurisprudence quant à la compétition pour les postes d'État entre musulmans et non-musulmans.

Toutefois, si cette étude révèle les facteurs qui mettent en présence les discours d'exclusion au sein de ces communautés, elle accorde, également, une place au discours littéraire qui traite des désapprobations et de la rivalité professionnelle réservées aux responsables non-musulmans. A cet effet, la littérature était utilisée à la cour comme un moyen de communication, à l'image de certains genres de littérature arabe, en particulier la poésie de la diffamation ou la satire. Mais beaucoup d'autres productions textuelles, dont certaines littéraires, avaient d'importantes fonctions compétitives qui commencent à peine à être explorées en tant que telles et appréciées par le lecteur. A titre d'exemple, l'œuvre de *Kalīlah wa-Dimnah*, qui comporte des fables animales qui furent traduites en arabe au début de la cour Abbasside, abonde en représentations péjoratives de la pratique concurrentielle et livre ainsi des conseils sur la manière de s'en prémunir: "ceux qui s'approchent des rois le font non pas pour se remplir le ventre, cela peut-être fait n'importe où,

mais pour obtenir une position aussi élevée et réjouir ses amis et contrarier ses ennemis” (Ibn al-Muqaffaʿ, *Kalīlah wa-Dimnah*).

Dans *Risālah fī l-ṣaḥābah*, dirigée vers le calife al-Manṣūr, le même auteur, semble avoir cherché à atteindre des membres de certains groupes selon les estimations du calife, au détriment d’autres. Ainsi, le calife est flatté pour sa capacité divine de licencier de mauvais fonctionnaires, tandis que l’élément Khurāsānī, pilier important de la révolution abbasside, est décrit comme suspect dans le même texte. En revanche, Ibn al-Muqaffaʿ insiste pour que les hommes instruits et le peuple de l’Iraq bénéficient d’une plus grande latitude dans le service public, tandis que ceux de la Syrie, siège du pouvoir omeyyade, devraient également être inclus afin de ne pas les aliéner. Quant à l’entourage du calife, il est tombé dans des périodes néfastes parce que des hommes indignes y ont été admis et qui devraient être remplacés par des hommes de piété et de lignée. Dans cet esprit, ces exemples ne sont que quelques-uns des nombreux épisodes des fables dans lesquelles la diffamation joue un rôle central dans la concurrence devant les tribunaux.

Enfin, ces modèles récurrents de ce discours islamique font allusion à des caractéristiques plus profondes des sociétés historiques qui l’ont produit. L’auteur de ce livre a passé en revue la stratégie politique consistant à habilitier des élites de sous-groupes, marginales mais efficaces et loyales en tant qu’agents de l’État. Cette stratégie a été adoptée principalement aux frontières les plus proches du monde musulman, en Ibérie, en Sicile et en Hongrie. Ceci suggère que la pratique peut avoir été en quelque sorte liée aux antécédents islamiques. C’était dans ces régions, aussi, que les éléments d’un discours chrétien analogue, mais finalement plutôt différent, étaient les mieux attestés. Toutefois, cette étude a fait valoir que le discours n’est pas pleinement constitutif de la prescription islamique sur la question des agents non-musulmans de l’État. Les générations d’élites musulmanes rivalisaient avec leurs contemporains et maniaient les instruments textuels avec sincérité et dynamisme, dans des paraboles, des traités juridiques, de la poésie et de la prose littéraire, ce qui montre que les dirigeants musulmans avaient adopté leurs visions propres, contrastées et pratiques, de la stratégie politique et de la gouvernance islamique.

Houda Benmansour
Université Mohammed V de Rabat